

En Equateur, la politique anti-écologique et autoritaire de Rafael Correa est vivement contestée

26 juin 2015 / Ben Lefetey



Manuel Valls arrive à Quito vendredi 26 juin en Equateur. Ce pays d'Amérique latine vit une vague de contestation de la politique du président Rafael Correa. Alors que ce dernier bénéficie d'une image progressiste dans les rangs d'une partie de la gauche en France, ses opposants lui reprochent sa politique extractiviste et de répression des mouvements indigènes et écologistes.

- Quito (Equateur), correspondance

Ce vendredi 26 juin 2015, Manuel Valls devait se rendre en visite officielle en Equateur après trois jours passés en Colombie. Selon le communiqué de Matignon, ce déplacement voit « la signature de nombreux accords » et l'occasion « de porter, dans la perspective de la COP21 qui se tiendra en décembre à Paris, le message de la France en faveur du développement durable et de la croissance verte ». M. Valls est rentré en France en raison de l'attentat qui est survenu vendredi matin. Mais sa rencontre prévue avec le président équatorien Rafael Correa, le chef du gouvernement s'annonçait comme un entretien avec un autre expert de l'habillage écologique, selon des ONGs équatoriennes.

En effet, la politique de Rafael Correa, réélu en 2013, est de plus en plus contestée sur le plan écologique mais aussi social, économique et démocratique. Ainsi, Manuel Valls atterrit dans la capitale équatorienne, Quito, alors que des manifestations quasi quotidiennes y ont lieu pacifiquement depuis deux semaines ainsi que dans les principales autres villes. Les projets de loi taxant les plus-values immobilières et les successions cristallisent la mobilisation de l'opposition politique. Mais la récente forte hausse de la TVA exaspère les classes moyennes qui avaient pourtant voté massivement pour le président charismatique.

Quant aux syndicats de salariés, ils ont à leur tour défilé mercredi dans la capitale, dénonçant la baisse de 40 % des retraites (la part initialement versée par l'Etat mais que Correa vient d'annuler).

Face à cette contestation sans précédent depuis sa première élection en 2007, le président a dénoncé « une conspiration » de « gens très violents » lors de son émission télévisée hebdomadaire tournée depuis Milan où il visitait le pavillon équatorien à l'Expo Universelle. Ses partisans ont également manifesté dans la capitale, séparés de ses opposants par un important cordon policier. A son retour dans le pays andin le 15 juin, Rafael Correa a cependant repoussé les projets de loi contestés pour tenter de calmer l'opposition. Mais la mobilisation ne faiblit pas, et une manifestation jeudi 25 juin dans la capitale économique Guayaquil a rassemblé plusieurs milliers d'opposants.

Mouvements écologiques et indigènes traités comme des ennemis de l'intérieur

Au-delà d'une opposition politique logique de la part de la droite équatorienne, l'exaspération d'anciens électeurs de Correa témoigne de la colère montante contre l'attitude de plus en plus autoritaire du président. Selon Ivonne Yanez, de l'ONG Accion Ecologica (fondée en 1986), ce virage répressif a eu lieu dès 2009 quand son organisation et la Confédération kichwa de l'Equateur (Ecuadorunari), l'une des principales organisations indigènes, ont organisé des marches contre les projets de loi sur les mines.

Utilisant un décret présidentiel permettant de dissoudre une organisation de la société civile « si elle porte atteinte à la sécurité ou aux intérêts de l'Etat », le gouvernement Correa a interdit Accion Ecologica en mars 2009 avant de reculer face aux protestations. En décembre 2013, c'est la Fondation Pachamama, sur les droits des communautés indigènes, qui a été interdite d'exercice après s'être opposée à un nouveau plan gouvernemental d'exploitation pétrolière en Amazonie.

Soutiens importants du candidat Correa en 2007 grâce à ses promesses de défense de leurs droits et territoires, les mouvements indigènes sont désormais traités comme des ennemis de l'intérieur. Dernière illustration, la tentative d'expulsion de la Confédération des Nationalités Indigènes d'Equateur (CONAIE) de son siège en décembre 2014 et qui a été dénoncée par 450 intellectuels et activistes du monde.

L'abandon du très symbolique projet Yasuni ITT en août 2013 par Rafael Correa pèse également dans ses relations avec les écologistes et les communautés indigènes. Initialement proposé par Accion Ecologica et le réseau Oil Watch lors des négociations sur le climat en 1997, ce projet vise à renoncer à l'exploitation du pétrole dans le parc naturel Yasuni considéré comme l'une des réserves de biosphère les plus importantes au monde par l'Unesco et où vivent encore des peuples indigènes en isolement volontaire.

C'est Alberto Acosta, allié de Rafael Correa en 2007 et proche des écologistes, qui en fit, en 2007, un projet officiel défendu internationalement par le président. Mais pour celui qui est devenu depuis un adversaire politique de Correa, celui-ci n'y a jamais cru, « cela lui a juste permis de se donner une image positive dans les milieux progressistes occidentaux ».



Début 2014, le collectif Yasunidos a remis 757 636 signatures d'électeurs équatoriens au Conseil National Electoral (CNE), un nombre supérieur au seuil minimum permettant d'organiser un référendum populaire contre l'exploitation du Yasuni ITT. Mais le CNE a rejeté la validité des signatures, de manière frauduleuse selon les ONGs qui ont mobilisé les signataires. Lors de son trajet vers la COP 20 de Lima, le Collectif Yasunidos a vu son bus immobilisé à la frontière par la police équatorienne.

Politique extractiviste et répression

Selon Alternatives au Développement Extractiviste et Anthropocentré (ALDEAH) qui développe une **critique argumentée sur la politique de Rafael Correa**, avant son arrivée au pouvoir, « 30% de l'Amazonie équatorienne était concessionnée aux entreprises pétrolières, aujourd'hui, c'est presque 80 % ». Symbole du conflit entre pétrole et biodiversité, le parc Yasuni est devenu une zone interdite d'accès aux regards indépendants. Une délégation de parlementaires allemands, dont le pays finance une bonne part de la protection du parc, a même été **interdite de territoire en décembre 2014 alors qu'elle voulait l'inspecter...**

L'activité minière est l'autre grande source de vives tensions entre le président et les mouvements écologistes et indigènes. Dans le sud du pays, des communautés autochtones Shuar opposées à l'exploitation minière de leur territoire sont intimidées, **selon la FIDH** (Fédération internationale des droits de l'homme). En décembre 2014, l'un des leaders Shuar des opposants à l'industrie minière (ici en partie chinoise) a été retrouvé mort sur le bord du fleuve Zamora. Au nord, dans la région de l'Intag, c'est un projet de mine de cuivre que refusent les familles paysannes depuis plus de vingt ans. Après avoir obligé des compagnies japonaise et canadienne à renoncer à exploiter cette mine, ces familles sont désormais confrontés à la volonté de Rafael Correa de mettre en œuvre ce projet avec une compagnie chilienne.



En décembre 2013, inquiète pour la sécurité de l'un des opposants, Amnesty International a lancé une action urgente. Auparavant, Rafael Correa avait publiquement accusé Carlos Zorrilla, habitant de la région mais d'origine cubaine, de mener des activités « *déstabilisatrices* » et « *constituant une ingérence étrangère dans la politique nationale* ».

Pour sa part, en 2014, le leader d'une communauté villageoise impactée par ce projet, Javier Ramirez, a passé dix mois en prison accusé à tort de sabotage, terrorisme et rébellion [selon la FIDH](#). Devant la grande banderole posée devant sa maison, Javier m'explique que la compagnie d'Etat a depuis réussi, avec l'aide des militaires, à s'installer sur la concession et à commencer l'exploration. Malgré les intimidations régulières, il promet de continuer à lutter pour empêcher l'exploitation à ciel ouvert qui pourrait démarrer d'ici trois ans et dévasterait les ressources naturelles vitales pour ces communautés paysannes.



Le masque tombe

Ces exemples de répression de luttes citoyennes et la position anti-avortement du président Correa détonent avec son image progressiste répandue dans les rangs d'une partie de la gauche en France. Certes, sous l'impulsion du mouvement social équatorien qui a soutenu sa première élection, une Constitution progressiste a été rédigée puis adoptée par référendum en 2008. Elle donne notamment des droits à la nature et renforce tous les droits humains. Un secrétariat d'Etat du Buen Vivir a effectivement été mis en place, ce que ne manque pas de rappeler le président lors de ses voyages à l'étranger.



Mais dans les faits, la « Révolution citoyenne équatorienne » semble bel et bien sacrifiée par la politique extractiviste et la dérive autoritaire de l'économiste Correa. Si les cours élevés du pétrole lui ont permis de financer de réels programmes sociaux pour les plus pauvres, il n'a pas pour autant réorienté le modèle économique du pays vers un usage sobre des ressources naturelles et compatible avec un réel « *Buen vivir* » de toute la population équatorienne. La chute du prix du baril fait aujourd'hui tomber le masque.

Dans ce contexte, on peut se demander si Manuel Valls ne vantera pas plutôt auprès de Rafael Correa le savoir-faire français en matière de maintien de l'ordre plutôt que de développement durable... A moins que le très catholique président n'ait été converti depuis par l'*encyclique écologique du pape François* avec qui il aura d'ailleurs l'occasion d'en débattre lors de sa venue à Quito les 5 et 6 juillet prochain.

Lire aussi : [Yasuni : en Equateur, la fin d'une forte et belle idée](#)

Source : Ben Lefetey pour *Reporterre*

Photos :

- . Chapô : [Wikimedia](#)
- . signature : Yasunidos
- . Javier Ramirez : Ben Lefetey
- . Yasuni Correa : [Flickr](#) (CC)
- . soldats dans le village de Junin : Accion Ecologica

- Emplacement : Accueil > Editorial > Reportage >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/En-Equateur-la-politique-anti-ecologique-et-autoritaire-de-Rafael-Correa-est>